

RÉFUGIÉS

VOLUME 1 • NUMÉRO 134 • 2004

Rêves, Craintes *et* Euphorie

**LE LONG
CHEMIN
DU RETOUR**



UNHCR
United Nations
High Commissioner
for Refugees

Où puis-je aller ?

Après des années d'exil en Inde, Mohan Raj Sumathi, 23 ans, n'avait qu'une idée en tête: rentrer au Sri Lanka, son pays. Décision qui aurait bien pu lui être fatale. La frêle barque de pêche qui la ramenait dans son pays avec son mari, sa fille de trois ans et d'autres réfugiés, a chaviré durant une traversée agitée, projetant ses passagers à la mer. Aucun ne savait nager, mais ils ont par miracle réussi à gagner le rivage. Mohan se souvient : "Nous avions tout perdu sauf la vie, et nous avons embrassé le sol quand nous avons touché



**Rapatriés
namibiens,
1989.**

BLASTROM/NAM/1989

terre. C'est merveilleux d'être de retour !"

Dans la corne de l'Afrique, Mzilah Kidane Maasho et son époux ont attendu plusieurs décennies avant de pouvoir rentrer en Erythrée. Aujourd'hui, ils sont très âgés et presque aveugles, mais qu'importe : "Nous remercions Dieu de nous avoir gardés en vie assez longtemps pour voir ce jour. Nous sommes enfin de retour chez nous", dit la vieille dame.

Nombreux sont ceux qui s'imaginent, notamment dans les pays industrialisés, que des hordes menaçantes de personnes démunies et désespérées sont à leurs portes. Or la réalité est tout autre : la plupart des plus des 50 millions de réfugiés secourus par le HCR tout au long de plus d'une cinquantaine d'années, ont en fait regagné leur pays d'origine.

Mais certains ne peuvent pas retourner chez eux pour diverses raisons, et il faut alors les aider à s'intégrer dans leur pays d'accueil ou à se réinstaller de manière perma-

nente dans des pays dits 'tiers'. Cette année, la Journée mondiale du réfugié rendra hommage à leur courage et à leur endurance, autour du thème "Retrouver un chez-soi".

Reste que, même si les réfugiés veulent avant tout retourner chez eux si les conditions sur place le permettent, le processus du retour est extrêmement complexe, comme en attestent les témoignages recueillis dans ce numéro.

C'est ainsi que des centaines de milliers d'exilés s'apprêtent à revenir dans le sud du Soudan, tandis que dans l'ouest du pays la reprise des hostilités provoque un exode massif en direction du Tchad voisin.

Tout est à reconstruire. Or beaucoup de rapatriés sont nés en exil et se retrouvent dans un pays qui leur est totalement inconnu. La vie risque d'y être encore plus difficile que dans le vase clos d'un camp de réfugiés. En outre, il leur faudra probablement surmonter des obstacles de taille sur le plan économique, politique, social et religieux.

Malgré tout, l'espoir semble être au rendez-vous. De plus en plus de déracinés, dont beaucoup ont été pris au piège de crises apparemment sans issue, notamment au Soudan, en Angola et en Afghanistan, ont fait leur choix. Les chiffres sont éloquentes : le HCR a aidé 500 000 personnes à retourner chez elles au tout début du nouveau millénaire, leur nombre a dépassé la barre de près de 2,5 millions en 2002, et cette tendance s'est poursuivie en 2003.

Depuis quelques années, les organismes d'aide au développement et les organisations humanitaires, dont le HCR, encouragent le désir des réfugiés de regagner leur patrie en mettant en place des programmes novateurs qui s'adressent non seulement aux rapatriés, mais aussi aux communautés au sein desquelles ils doivent retrouver leur place.

Des fonds supplémentaires et de nouveaux projets sont donc indispensables à la concrétisation et à la consolidation de ces acquis. Mais une chose est sûre : avec un minimum de soutien, les réfugiés réussiront, grâce à leur détermination et à leur capacité de résistance forgées à l'épreuve de l'exil, à retrouver un "chez-soi" et à reconstruire leur vie dans la sécurité et dans la dignité.

LE CHEMIN DU RETOUR

“RÊVES ET CRAINTES”

“Je vais retrouver la terre que Dieu nous a donnée”



Mozambique
1994.

*La plupart des réfugiés ne rêvent que d'une chose : rentrer chez eux.
Mais le retour est tout aussi exaltant qu'effrayant.*

➔ Pour arriver chez soi

En petits groupes ou lors de grandes opérations de rapatriement, les réfugiés rentrent chez eux par avion, autocar ou camion. D'autres font le voyage à dos d'âne et même à pied. De gauche à droite : Bangladesh 1972; Mali 1997; Rwanda 1996; Ethiopie 1998; Afghanistan 2002.



CICR/F.STEINEMANN



UNHCR/C.SHIRLEY/CS/MLI•1997

Le “miracle mozambicain”, comme l'appellent les humanitaires, est une histoire héroïque écrite par des hommes et des femmes. Maria Recartade en fait partie. Le Mozambique, long ruban de montagnes et de brousse posé sur le flanc oriental de l'Afrique, a été le théâtre d'une tragédie qui a duré 30 ans. D'abord en luttant contre le colonisateur portugais puis au cours d'une sanglante guerre civile.

Des dizaines de milliers de Mozambicains ont été tués, dont le mari de Maria Recartade, son frère et plusieurs autres membres de sa famille. Le conflit a déraciné six millions de personnes. “J'ai dû fuir à travers la brousse avec mes quatre enfants, raconte cette jeune paysanne, en me cachant constamment, car j'avais autant peur des soldats de l'armée régulière que des rebelles. C'est comme ça que je suis arrivée au Zimbabwe. Si j'étais restée, ils nous auraient tous tués.”

Maria a donc vécu de longues années en exil, et comme des dizaines de millions d'autres réfugiés chassés de chez eux par la violence partout dans le monde, avant et après ces événements, elle s'est cramponnée à son rêve de retour pour surmonter les épreuves et le désespoir. “Pendant des

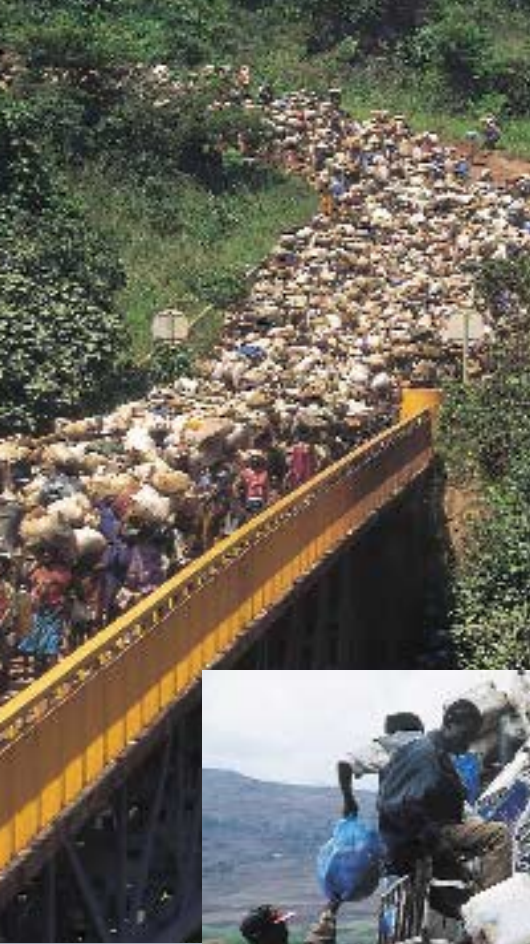
semaines et des mois, je pensais sans arrêt à mon mari disparu et à ma maison, confie-t-elle. Ces souvenirs étaient tout ce qui me restait et me soutenait. Mon seul trésor.” Mais alors qu'elle vivait dans l'espoir de retourner dans son pays, elle a plusieurs fois craqué de manière imprévue avant de pouvoir réaliser son rêve.

Lorsque Maria apprend, en 1992, qu'un accord de paix a été signé et que le jour du retour approche, elle est en pleine euphorie... soudainement suivie d'angoisse et de doute. “Enfin j'allais partir ! Puis j'ai pris peur. Dans le camp de réfugiés, j'étais en sécurité. Je m'étais remariée. Mes enfants avaient de quoi manger. Pourquoi tout risquer de nouveau ? Et si les combats reprenaient ? Et si mon deuxième mari était tué ? Mais le Mozambique, c'était chez moi. Il fallait que je rentre.”

Elle décide donc de partir. Mais une surprise l'attend à l'arrivée. “L'autocar nous a déposés. On nous a remis quelques provisions, des bâches et des outils. Mais il n'y avait rien, absolument rien. Pas de logements, pas d'écoles, pas de puits, pas de champs alentour. Et peut-être aucun avenir en vue.”

Elle prend son courage à deux mains et s'en tire relati-

“LA NOUVELLE DE LA FIN DE LA GUERRE M'A RENDUE FOLLEMENT HEUREUSE. PUIS J'AI PRIS PEUR. DANS



UNHCR/R.CHALASANI/CS/TZA•1996



UNHCR/N.BEHRING/DP/AFG•2002



UNHCR/L.TAYLOR/CS/ETH•1998

vement bien. Maria vit maintenant dans une coquette *pil-hota* (hutte) en torchis flanquée d'une courette soigneusement balayée. Elle a un petit potager et un enclos pour ses chèvres et ses poulets.

Au début des années 90, quelque 1,7 million de réfugiés mozambicains sont rentrés chez eux en l'espace de 30 mois. Certains ont pris le train, l'avion ou l'autocar, d'autres ont fait le voyage à pied. Et quatre millions de déplacés internes ont regagné leurs villes et villages d'origine dans le cadre d'une des opérations de rapatriement les plus réussies de l'histoire moderne.

La seule solution

Comment aider au mieux les réfugiés à reconstruire leur vie ? Vaste question, dont la réponse n'est pas si évidente.

Au milieu du XXe siècle, avec l'apparition des premières organisations internationales d'aide aux réfugiés, il s'agissait avant tout d'assurer le rapatriement ou la réinstallation dans un pays tiers, selon la nature des crises et le profil politique des exilés.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale,

l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction (UNRRA) a aidé quelque sept millions de personnes à rentrer chez elles.

L'Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) qui lui succède en 1946 a réinstallé de manière permanente plus d'un million de personnes dans différents pays d'accueil un peu partout dans le monde.

Durant les premières décennies de l'existence du HCR, les pays occidentaux ont ouvert leurs portes aux Hongrois et aux réfugiés des pays de l'Europe de l'Est sur fond de guerre froide, et aux civils indochinois chassés par les conflits d'Asie du Sud-Est.

Depuis, le climat politique a bien changé. Le nombre de personnes secourues par le HCR est passé d'environ 1 million depuis son entrée en fonction en 1951 à plus de 27 millions au milieu des années 90, et les réfugiés ne sont plus vraiment les bienvenus. Le rapatriement "librement consenti", pour reprendre la terminologie consacrée, est désormais la seule solution réaliste pour la plupart d'entre eux. Du reste, le retour au pays d'origine de nombreux autres exilés et déplacés victimes de crises dites "prolongées" semble bien amorcé depuis deux ou trois ans.

LE CAMP DE RÉFUGIÉS, J'ÉTAIS EN SÉCURITÉ. POURQUOI TOUT RISQUER DE NOUVEAU ?"

La réalité

Le retour est souvent une terrible épreuve : les réfugiés découvrent leur maison en ruines et doivent tout recommencer à zéro. De gauche à droite : Sri Lanka 2002; Afghanistan 2003; Kosovo 1999; Erythrée 2001; Kaboul 2003.



UNHCR/R.CHALASANI/DP/LKA*2002



UNHCR/R.CHALASANI/31057

Au tout début du nouveau millénaire, le HCR a aidé quelque 500 000 réfugiés à rentrer dans leur pays. La barre des 2,5 millions a été franchie en 2002, en raison surtout du retour massif des réfugiés afghans. Le rythme s'est un peu ralenti l'année dernière, mais les flux semblent encore relativement intenses. Par ailleurs, deux millions de réfugiés seraient rentrés spontanément et sans aide officielle, que ce soit en Angola ou dans d'autres pays où la paix est enfin revenue.

Des problèmes complexes

Etant donné que les réfugiés, les organisations humanitaires dont le HCR et les principaux pays sont d'accord quant à une solution globale, le processus du retour devrait être assez simple, du moins en théorie. En réalité, il demeure tributaire non seulement de considérations pratiques mais aussi d'une équation particulièrement complexe d'émotions extrêmes – un mélange confus d'euphorie, d'appréhension, d'espoir, de nostalgie et d'hostilité.

Pourquoi abandonner la sécurité relative d'un camp de réfugiés, même si la vie n'y est pas rose, pour se lancer dans l'inconnu ? Trouvera-t-on des maisons, des écoles et des

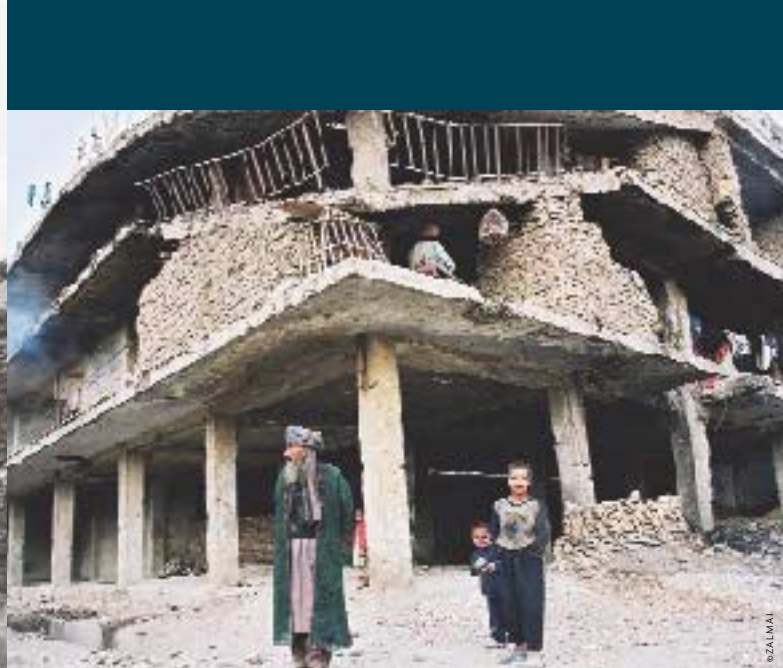
hôpitaux ? Des terres à cultiver ? Du travail ? Pourra-t-on envoyer les enfants en classe ? Et le danger des mines terrestres ? Après une absence qui a parfois duré des années, pourra-t-on retrouver sa place auprès de ceux qui sont restés pendant la guerre ?

Car bien des choses ont changé. Les familles se sont agrandies. Parfois, certains se sont même convertis à une autre religion. Les jeunes ont goûté à la vie urbaine – ne serait-ce que dans un camp de réfugiés surpeuplé. Vont-ils s'adapter à l'existence souvent primitive d'un petit village, à l'isolement, à l'absence de distractions ?

Le dilemme est d'autant plus cruel si l'on souhaite retourner dans un pays encore en guerre sur une partie de son territoire. Ce fut le cas en Afghanistan, dans le bassin du Congo et ce l'est encore au Soudan, où des centaines de milliers de civils pourraient rentrer dans le sud cette année, tandis que la reprise des hostilités dans l'ouest du pays est en train de provoquer dans cette région un exode tout aussi massif qui commence à se déverser au Tchad.

Si chaque réfugié se trouve confronté aux mêmes dilemmes, le HCR et les autres organisations humanitaires doivent anticiper et planifier, dès qu'une nouvelle crise

LA PLUPART DES CIVILS CHASSÉS PAR LES GUERRES ET LES PERSÉCUTIONS VEULENT RENTRER CHEZ EUX.



UNHCR/S.BONNESS/CS/ERI-2001

émerge, le processus et les modalités du rapatriement. D'où des considérations logistiques immédiates : combien de temps les réfugiés vont-ils rester en exil et quels seront leurs besoins en termes de logements, de nourriture et de médicaments ?

Mais d'autres questions moins évidentes vont également se poser. Si les réfugiés restent assez longtemps, à partir de quand faut-il prévoir des écoles ? Et que faut-il y enseigner ? Les programmes du pays d'accueil ou ceux du pays d'origine ? Les jeunes réfugiés mozambicains, par exemple, doivent-ils apprendre le portugais ou plutôt l'anglais, langue la plus couramment parlée dans la région ? Quelles formations faut-il dispenser aux adultes dans les camps de réfugiés ? Lesquelles seront les plus utiles après le retour au pays ? Jusqu'où les organisations humanitaires doivent-elles intervenir pour corriger les iniquités socio-culturelles au sein des communautés de réfugiés ?

Et comment aborder le problème crucial de l'émancipation des femmes, cheval de bataille des humanitaires depuis des années, lorsque les familles rapatriées réintégreront des sociétés traditionnelles ? Les filles devront-elles continuer d'aller à l'école (non, entend-on déjà dire

dans certaines régions d'Afghanistan) ? Qui aura le pouvoir de décision dans les ménages ? Qui devra travailler ?

Comment combler le fameux hiatus entre secours d'urgence – la nourriture, les abris et les médicaments pour les camps de réfugiés – et aide au développement à plus long terme – la reconstruction des dispensaires et autres infrastructures dans les zones de rapatriement – qui préoccupe tant les humanitaires depuis des années ?

Et, même si beaucoup de réfugiés rentrent chez eux, comment aider ceux qui, pour une raison ou une autre ne peuvent pas retourner dans leur pays, à trouver une nouvelle patrie ?

Contrastes

Si l'appel du pays reste un puissant aimant pour les réfugiés adultes, il est beaucoup moins évident pour les adolescents qui ont grandi dans un environnement totalement différent de celui de leurs parents et ont découvert la musique, la mode, l'alcool, l'électricité et l'eau courante.

Beaucoup d'entre eux, nés en exil, n'ont jamais vu leur 'maison' ni même leur pays. Quelque 50 à 60% des réfugiés seraient dans ce cas aujourd'hui.

LE RAPATRIEMENT VOLONTAIRE EST LA SEULE SOLUTION RÉALISTE POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE EUX.

Reconstruire

Les réfugiés sont pleins de ressources pour reconstruire leur pays et leur maison et donner à l'éducation la priorité qui lui est due. De gauche à droite : Bosnie 1998; Cambodge 1980; Angola; Afghanistan 2003; Sierra Leone 2003.



UNHCR/P.JAMBOR/10208



UNHCR/C.SHIRLEY/CS/BIH-1998

Liyakath Aikhan Mohammed Aslam était très jeune quand ses parents ont fui le Sri Lanka, pays ravagé pendant un quart de siècle par une guerre civile qui aurait fait quelque 65 000 morts et un million de déracinés. Après l'accord de cessez-le-feu de 2002 entre le gouvernement et les Tigres tamouls, plus de 300 000 civils sont rentrés chez eux et le jeune homme, âgé de 21 ans aujourd'hui, n'a pas hésité une seconde.

“J'avais sept ans quand nous sommes partis, explique-t-il. Je n'ai aucun souvenir de mon village. Mais je serai fier d'y retourner et j'ai hâte d'être là bas.”

A des milliers de kilomètres de là un autre réfugié, James Badradin, 24 ans, a vécu plus difficilement son retour dans les monts Nouba du Soudan après son long exil à Nairobi (voir page 16). Ce parfait citoyen, qui adorait l'animation de la capitale kényenne, ne trouve pas grand-chose à faire dans un village où il n'y a ni travail ni électricité, où courtiser une jeune fille relève du parcours du combattant et où ses jeans siglés et ses cassettes de hip-hop ont l'air totalement déplacés.

Les jeunes Bosniaques qui avaient trouvé refuge dans la capitale assiégée de Sarajevo durant la crise des Balkans

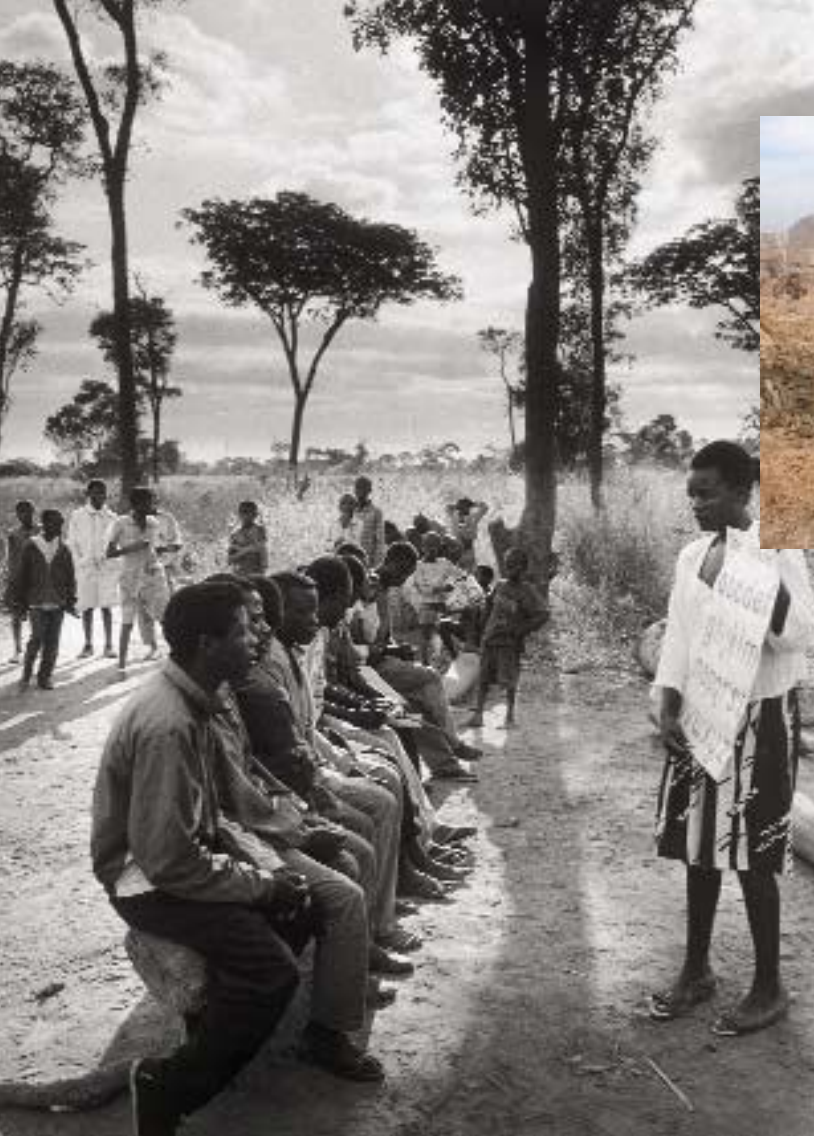
dans les années 90, ou qui s'étaient exilés dans un pays européen ou en Amérique du Nord, avouent volontiers leur angoisse de retrouver le cadre étiré d'un village rural dépourvu d'électricité, d'eau courante et de distractions.

Même les réfugiés plus âgés découvrent que leurs anciens voisins ont changé et qu'ils ont eux aussi évolué. Tel est le cas d'Anthor Omar, 35 ans, parti de son village du Sud-Soudan en 1989, en pleine guerre civile. Il a vécu des années à Khartoum, la capitale, et est devenu musulman. Puis il est revenu au pays avec femmes et enfants. Là, il a dû réapprendre à être paysan, mais surtout retisser ses liens avec son père, resté chrétien. L'animosité entre le nord essentiellement musulman et le sud plutôt chrétien et animiste a largement contribué à entretenir la guerre civile. Elle a été transposée en miniature dans une famille en conflit avec elle-même.

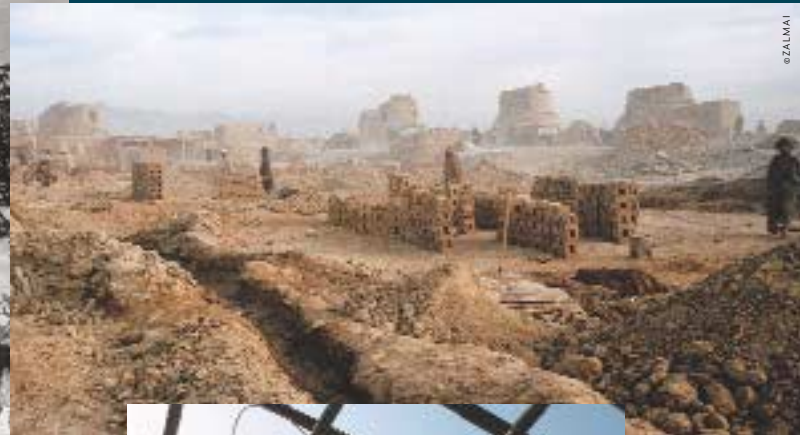
Joie et larmes

Certains réfugiés repartent chez eux à pied et par petits groupes formés spontanément; d'autres au contraire sont rapatriés dans le cadre d'opérations de grande envergure

LE RETOUR IMPLIQUE DES CONSIDÉRATIONS PRATIQUES ET ENTRAÎNE DES ÉMOTIONS EXTRÊMES – UN



© S. SALGADO/ZMB-1997



© ZALMAI



UNHCR/N.BEHRING/DP/SLE-2003

soigneusement organisées, le nombre de retours pouvant atteindre des dizaines de milliers par jour. En 2002, plus de deux millions de civils sont revenus en Afghanistan dans les quelques mois qui ont suivi la nomination du gouvernement intérimaire. Pendant ce temps, 1,5 million de déplacés et 100 000 réfugiés angolais rentraient chez eux sans attendre les aides officielles.

Le plus surprenant, c'est que, au-delà des craintes pour l'avenir dont témoignent les propos de Maria Recartade à son retour au Mozambique, chaque départ du camp de réfugiés donne lieu à de véritables scènes de désespoir. Car il faut quitter un cadre familial et de nombreux amis, surtout si l'on a vécu très longtemps en exil.

"Mzilal Kidane Maasho a étreint et embrassé ses amis et ses voisins. Ses petits-enfants s'accrochaient à elle en pleurant et elle avait le visage baigné de larmes" racontait récemment RÉFUGIÉS dans un article sur les réfugiés érythréens du Soudan. "Son mari Kidane Maasho sanglotait éperdument tout en répétant : J'ai attendu ce jour pendant 20 ans et je n'ai pas peur de retourner chez moi. Je suis triste de quitter mes amis, mais je vais retrouver la terre que Dieu a donnée aux Erythréens."

Comme tant d'autres couples, les Maasho ont été soutenus dans leur exil par le souvenir puissant et vivace de leur pays natal, mais aussi par la pensée des petits plaisirs disparus qu'ils rêvaient de retrouver. "Avant de venir au Soudan (pays strictement musulman où l'alcool est interdit), j'étais un amateur de bière, mais je n'en ai pas bu une goutte en vingt ans", raconte Kidane Maasho. Son retour au pays a été chaleureux. Certains membres de sa famille installés aux Etats-Unis ont fait le voyage pour le revoir. Et il a enfin réalisé un tout petit rêve : "Je l'ai eue enfin, cette bière ! Fraîche, et délicieuse" dit-il, avec une pointe d'humour.

Mais toutes les retrouvailles ne sont pas aussi chaleureuses. Quand il est rentré au Kosovo après son bref exil en Albanie, Osman Hysenlekaj a trouvé sa maison en ruines. Ses 40 moutons et ses 10 vaches avaient disparu. Et ce n'était que le début. En faisant le tour de sa petite propriété située au pied de la montagne des Damnés (un nom prédestiné), il a découvert dans un puits le cadavre de son père, 83 ans, qui n'avait pas voulu partir devant l'avancée des Serbes.

Il a nettoyé la grange pour y loger avec sa femme et ses enfants et a dressé une tente du HCR sous un arbre pour se

MÉLANGE CONFUS D'EUPHORIE, D'APPRÉHENSION, D'ESPOIR, DE NOSTALGIE VOIRE D'HOSTILITÉ.

protéger un peu contre la chaleur de l'été. "Maintenant, je dois retrousser mes manches", dit-il avec ce stoïcisme qui a permis à des millions d'hommes et de femmes courageux de surmonter les épreuves de la vie de réfugié.

Mohan Raj Sumathi, son mari et leur fille Rana âgée de trois ans ont quitté l'Inde pour rentrer au Sri Lanka, mais leur voyage a failli tourner au drame lorsque le petit bateau de pêche qui les transportait a chaviré en pleine nuit, envoyant vingt passagers par dessus-bord. Personne ne savait nager, mais heureusement les eaux étaient peu profondes et deux passagers ont réussi à maintenir la tête de Rana au-dessus des vagues.

L'embarcation a été remise à flot et a pu atteindre le rivage. "Nous avons tout perdu sauf la vie, explique la jeune femme de 23 ans, mais nous avons embrassé le sol avec reconnaissance. C'est formidable d'être de retour. Je ne regrette pas."

Retour à une nouvelle vie

Les opérations de rapatriement ont mis les organisations humanitaires à rude école, et il a fallu apprendre vite. Jusqu'alors, la nécessité d'intervenir sur la 'première ligne' des crises – l'exode des populations, l'assistance juridique aux réfugiés, l'organisation logistique des camps – avait plus ou moins relégué le rapatriement au second plan, y compris en termes de ressources.

Un employé du HCR sur le terrain se souvient du retour des Namibiens en 1990. "Nous les embarquions dans des camionnettes en route pour la brousse. Une fois, nous sommes arrivés à destination en pleine nuit avec un groupe de rapatriés. Réveillés par les phares et le bruit du moteur, les oncles et les cousins sont sortis de leurs huttes en toute hâte. Personne ne les avait prévenus de notre venue. Ils étaient stupéfaits. Nous avons planté là nos passagers et sommes repartis. Je me demande ce qui s'est passé ensuite..."

Les choses ont beaucoup changé depuis. Les rapatriés qui rentrent sous les auspices du HCR ne sont plus seulement transportés jusqu'à leur lieu d'origine. Ils reçoivent aussi des articles de base – en général des couvertures et des semences, des provisions alimentaires suffisantes pour tenir plusieurs mois et des matériaux de construction pour commencer à réparer leur habitation.

Bien que la question ait été peu étudiée, on constate que les réfugiés eux-mêmes savent parfaitement décider quand et comment ils vont retourner chez eux. En général, ils envoient des éclaireurs (le plus souvent les vieux de la famille, les plus pressés de rentrer) qui s'installent ou

repartent pour rendre compte de la situation. Dans les Balkans, certains rapatriés sont surnommés 'les touristes' en raison de leurs va-et-vient incessants. Les membres de leurs familles continuent de bénéficier des aides internationales.

Le HCR a compris il y a bien longtemps que les populations locales ne devaient pas être oubliées dans les projets économiques, sociaux et culturels en faveur des rapatriés. Des projets dits à impact rapide tels que la remise en état des routes et des dispensaires ont été réalisés au profit des villages même si, selon certains critiques, l'absence de suivi conduit à s'interroger sur leur viabilité à long terme.

Le Haut Commissaire Ruud Lubbers a répété qu'il fallait combler le hiatus entre l'aide d'urgence dispensée au début des crises humanitaires et l'aide au développement à plus long terme après le retour des réfugiés.

Et quand ce retour est hors de question, le HCR continue d'encourager les pays d'accueil à intégrer les réfugiés au sein de la population locale et de demander à d'autres pays plus lointains d'accepter davantage de candidats à la réinstallation définitive.

Jeff Crisp, chef du service d'évaluation du HCR, pense que la phase de la préparation au rapatriement doit être à la fois mieux pensée et plus souple. "Prenons par exemple l'acquisition de compétences de base. Est-on sûr que les sempiternels programmes – la couture pour les femmes et la menuiserie pour les hommes – sont vraiment ceux qui conviennent ? Et sous quel prétexte un réfugié qui était agriculteur, doit-il obligatoirement retourner au même endroit et faire la même chose qu'avant si les conditions locales ont radicalement changé ?"

Au-delà de tous les obstacles

Il n'empêche : pour la plupart des réfugiés, l'envie de rentrer chez eux est plus forte que tous les obstacles. En 1999, près d'un million de Kosovars ont quitté le Kosovo, souvent à la pointe du fusil. Les soldats serbes ont décimé les familles, détruit les maisons, déchiré les papiers d'identité. Et pourtant, en l'espace de trois mois, à la faveur d'un incroyable retournement de situation et grâce à la protection des forces de l'OTAN, les Kosovars sont massivement revenus dans leur région dévastée. Jamais peut-être un exode aussi massif ne s'était inversé aussi rapidement.

Abdul Hamid Badurdine a eu deux heures pour quitter Jaffna. Il a tout laissé derrière lui. "On nous avait dit que nous pourrions retourner au Sri Lanka dans les 48 heures, se souvient-il. Treize ans plus tard, je suis toujours ici. Et d'ajouter : ça prendra le temps qu'il faudra, mais je finirai par rentrer."

En Erythrée, Mzilah Kidane Maasho et son mari ont fini par réaliser leur rêve. "Nous remercions Dieu de nous avoir gardé en vie assez longtemps pour voir ce jour. Nous sommes vieux maintenant, mais nous sommes enfin de retour chez nous." ■

UNHCR/M.KOBAYASHI/CS/IND-1999



**Timor 1999 :
la joie du retour.**

LE DILEMME EST D'AUTANT PLUS CRUEL SI L'ON SOUHAITE RETOURNER DANS UN PAYS ENCORE EN GUERRE SUR UNE PARTIE DE SON TERRITOIRE.

LES KURDES FAÏLI

Expulsion, marche forcée et perte de nationalité

PAR MARIE-HELEN VERNEY

Il s'agit du même Dieu. Nous aimons tous le même Dieu, alors pourquoi est-ce que notre mère patrie nous tourne le dos ?" se demande Jasem Mohamed Salhek, secouant la tête et se taisant soudain. Perdu dans ses souvenirs, il contemple les montagnes Zagros toutes proches, dont les pics enneigés offrent un cadre majestueux ainsi qu'une barrière quasiment infranchissable entre le camp de réfugiés d'Azna, en Iran, où Jasem vit actuellement, et l'Iraq, son pays d'origine, qui l'a renié il y a de cela un quart de siècle.

Jasem est un Kurde d'origine *faïli* dont les ancêtres jouissaient jadis d'un formidable pouvoir économique dans la région du Croissant fertile, mais qui, dans les années 70 et 80, ont succombé à la tyrannie du régime de Saddam Hussein.

Des millions de civils de diverses origines et confessions – des Arabes des marais, des Kurdes, des Musulmans chiïtes et sunnites – ont dû abandonner le pays à cette époque ou en ont été chassés, mais le sort de quelque 300 000 Kurdes d'origine *faïli*, également contraints à l'exil, a été particulièrement tragique. Ils ont perdu non seulement leur foyer mais aussi leur patrie, car ils ont été officiellement privés de leur nationalité et condamnés, comme neuf millions d'autres individus à travers le monde, à errer dans la nébuleuse du monde des apatrides, synonyme d'un implacable et inextricable vide juridique.

Jasem et les Kurdes d'origine *faïli* vivaient, sous le régime de Saddam Hussein, dans une situation ambiguë. La majorité des quelque quatre millions de Kurdes sont des Musulmans sunnites qui habitent le nord de l'Iraq. Les *Faïli* sont des Musulmans chiïtes originaires du triangle dit "*faïli*", au centre de l'Iraq, qui comprend Baghdad. Pendant des décennies, ils ont été l'objet de méfiance et de discriminations.

En 1924, la loi iraquienne sur les nationalités divise la population en trois catégories, basées sur la religion et l'appartenance ethnique, créant dans la pratique trois classes de citoyens. Les Kurdes d'origine chiïte ont été systématiquement relégués à la catégorie la plus basse et régulièrement pris pour cible par les autorités gouvernementales qui leur reprochaient leur appartenance à la confession chiïte, arguant qu'ils étaient en fait originaires d'Iran où la majorité

de la population est chiïte.

Malgré ce harcèlement, la vie était plutôt douce pour Jasem, et il n'avait aucun doute sur ses origines. Il était propriétaire d'une usine de textiles et entretenait des liens commerciaux étroits avec les autres *Faïlis* qui contrôlaient le légendaire bazar de Bagdad, et par-là même, une grande partie de la richesse économique du pays.

Il était né dans la capitale, tout comme son père, son grand-père et son arrière-grand-père avant lui. Depuis l'exil, il continue de brandir ses documents iraquiens. "Regardez, dit-il, montrant du doigt le portrait d'un homme bien plus jeune que lui, ça c'est moi. Voyez, c'est écrit là que je suis né à Bagdad." Puis il déplie avec précaution un vieux parchemin jauni portant la photographie d'un vieil homme à la longue barbe blanche : c'est la carte d'identité de son père.

Difficultés à l'horizon

Seulement voilà, le parti Baas au pouvoir ne voyait pas les choses de la même façon. En 1978, le ministère du Commerce et de l'Industrie lui signifie que, s'il tient à garder son usine, il lui faut fournir la preuve de sa nationalité iraquienne et se faire inscrire comme tel. Du jour au lendemain, son gagne-pain est remis en question.

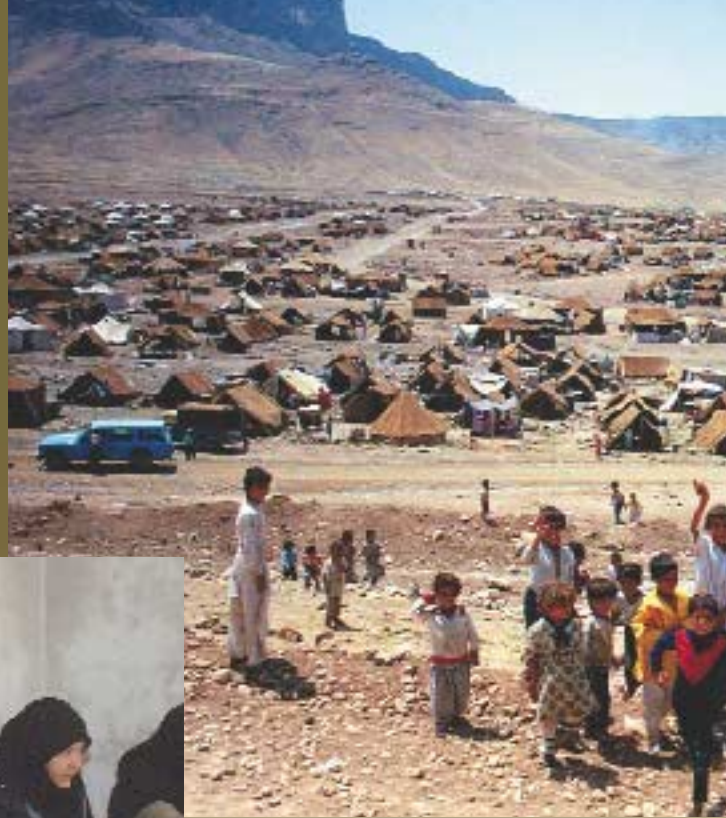
"D'après la directive du ministère, il me fallait apporter la preuve que mon grand-père, mon père et moi-même étions nés en Iraq, se souvient-il. J'ai donc pris les documents avec moi, et sur chacun, il était bel et bien écrit : lieu de naissance : Bagdad, Bagdad, Bagdad. Mais quand je suis arrivé au ministère, ils ont regardé mes papiers et m'ont demandé : Il est dit ici que tu es un Kurde d'origine *faïli*. Est-ce vrai ? A ma réponse affirmative, l'homme a rétorqué : Et bien, tu n'es donc pas Iraquien, refusant de m'inscrire sur la liste."

En 1979, l'histoire acquiert une nouvelle dimension lorsque le frère de Jasem reçoit l'ordre de faire son service militaire dans l'armée iraquienne. "Ils ont demandé à mon frère d'apporter les preuves de sa nationalité iraquienne, ce qu'il a fait, tout en ajoutant qu'il était également Kurde d'origine *faïli*, nous raconte Jasem. Les autorités militaires lui ont répondu : dans ton cas, ça ne fait rien; il suffit que tu sois Iraquien pour servir dans l'armée."

Ils ont vécu le pire. Mais aujourd'hui l'espoir renaît pour une communauté kurde d'Iraq peu connue.

La vie en exil

Une école dans un camp; papiers d'identité certes vieux mais extrêmement précieux; Asam et Zeïnab, jeunes mariés.



UNHCR/B.BOYER/CS/IRN-1991



UNHCR/M.VERNEY/DP/IRN-2004

Entre-temps, Jasem essuie un nouvel échec dans sa tentative de faire reconnaître officiellement sa nationalité iraquienne. C'était en 1979, à l'époque de la Révolution iranienne, qui n'a fait qu'augmenter la méfiance de Saddam envers la population chiite en général et les deux millions de Kurdes d'origine *faïli*, en particulier. Il craignait en effet que ces groupes ne fomentent des troubles contre son régime, à majorité sunnite.

Il était une heure du matin lorsque les services de sécurité sont venus frapper à la porte de Jasem. Lors de son interrogatoire au quartier général des services de sécurité, on lui demande : "D'où viens-tu ?" "De Bagdad", dit-il.

"Comment peux-tu dire que tu es de Bagdad ? Il est écrit ici sur ta carte que tu es un Kurde d'origine *faïli*."

"En effet, il est dit que je suis *Faïli*, mais il est également écrit que je suis né à Bagdad. Je suis donc Iraquien."

"Comment peux-tu être Iraquien ? Tu n'es pas Iraquien ! Tu viens d'Iran !"

Sa femme, ses enfants, ses frères et sœurs sont expulsés de chez eux, embarqués de force avec lui sur des camions qui roulent toute la nuit vers une destination inconnue. "Le camion s'arrête. Ils nous ordonnent de descendre et de continuer à pied, raconte Jasem. Nous étions face à de hautes montagnes et je pensais que ce devait être la frontière iranienne. Je leur ai dit: 'Mais comment pensez-vous que je puisse traverser ces montagnes avec mes enfants en bas âge ?'"

Les soldats lui répondent alors que s'ils ne se mettaient pas

en marche tout de suite ils seraient fusillés, ajoutant : "Allez voir Khomeini (le chef religieux iranien). Vous êtes chiïtes, alors allez donc vivre avec les Iraniens."

De l'autre côté de la frontière, ils se trouvent nez à nez avec des soldats iraniens interloqués qui leur donnent des tentes pour s'abriter. Après quelques jours, un camion les emmène au camp de réfugiés d'Azna, dans la province du Lorestan. Vingt-quatre ans plus tard, ils y sont encore.

Ils ont été bien traités, mais lorsqu'on demande à Jasem de décrire ses 24 années passées en exil, il peut seulement répondre qu'il n'a qu'une envie : retourner chez lui, en Iraq. C'est comme s'il avait passé ce dernier quart de siècle à ne vivre que dans l'espoir de retrouver sa patrie.

Un rêve ?

Début 2003, il y avait plus de 200 000 réfugiés irakiens en Iran, dont 1300 à Azna. Parmi ces derniers, 65% étaient des Kurdes d'origine *faïli*. Ils sont nombreux à avoir moins de vingt ans. Ils sont nés dans les camps et ne connaissent pas d'autre patrie.

Pour eux, l'Iraq est devenue une contrée mythique. Sur les murs d'une école mixte, il y a des dessins de Bagdad et de ses bazars, un endroit que les enfants n'ont jamais vu mais dont ils ont beaucoup entendu parler, plus familier pour eux que la ville proche d'Azna.

Les enfants ne sont pas les seuls à être pris en tenaille entre

ILS ONT PERDU LEUR FOYER ET LEUR PATRIE, PRIVÉS DE LEUR NATIONALITÉ ET CONDAMNÉS À ERREUR



UNHCR/M.VERNEY/DP/IRN+2004



UNHCR/M.VERNEY/DP/IRN+2004

les souvenirs d'hier et les rêves de demain. Le fils de Jasem, Asam, qui a aujourd'hui 30 ans, a passé 24 ans dans les camps. Il avait six ans lorsque sa famille a été contrainte à cette marche forcée à travers les montagnes pour atteindre l'Iran. Mais il garde des souvenirs très précis de sa vie à Bagdad. "On habitait dans une grande maison avec un grand jardin. Mon père avait une bicyclette rouge et, parfois, il me prenait sur le porte-bagages pour m'emmener avec lui à l'usine et me montrer les vêtements qu'on fabriquait."

Asam, tout comme son père, et bien d'autres Kurdes *faiili*, n'a aucun doute. Il veut retourner chez lui. "C'est mon pays, dit-il. Je suis Iraquien. Est-ce de ma faute si mes ancêtres sont venus d'Iran des siècles auparavant ?"

Un problème épineux

Les réfugiés du monde entier ont le même rêve que celui d'Asam : rentrer chez eux. Pour le HCR, le rapatriement volontaire est en effet la meilleure solution mais cette démarche, apparemment simple, est truffée de difficultés, car il faut reconstruire les écoles et les dispensaires dans les villages détruits, tout en tenant compte de la menace omniprésente des mines et de la difficile réintégration dans les communautés restées sur place.

Le problème des apatrides est particulièrement délicat. La Déclaration universelle des droits de l'homme affirme que "toute personne a le droit à une nationalité". Cependant, il y

aurait au moins plus de neuf millions d'apatrides dans le monde.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés a récemment fait appel à plus de 192 pays pour tenter de mettre sur pied, pour la première fois, une approche globale de la question, ce qui lui permettrait, ainsi qu'aux gouvernements, de mieux cerner le problème et de trouver des solutions.

Pour les Kurdes *faiili* en Iran, il y a des premiers signes encourageants. L'année dernière, lors d'une réunion à Amman, la capitale jordanienne, le HCR a souligné la nécessité d'entamer un dialogue avec les nouvelles autorités irakiennes afin de se pencher sérieusement sur la question des apatrides et d'apporter une solution urgente à ceux qui, comme les Kurdes d'origine *faiili*, ont perdu leur nationalité. Les Iraquiens ont en effet laissé entendre qu'ils autoriseraient le retour de ce groupe.

Pendant ce temps, à Azna, Zeïnab, vingt ans, qui est née dans le camp, raconte : "C'est la même histoire pour tous les Kurdes d'origine *faiili*. Il suffit de changer les noms mais leur drame demeure le même : expulsion, marche forcée et perte de nationalité."

L'année dernière, Zeïnab a épousé Asam et a déménagé deux maisons plus loin dans la dernière rangée des modestes habitations du camp. Elle est enceinte de cinq mois. Son rêve ? Que son enfant ne naisse pas dans le camp de réfugiés mais chez eux, à Bagdad, et que personne ne puisse lui dire un jour : tu n'es pas Iraquien. ■

DANS LE MONDE DES APATRIDES, SYNONYME D'UN INEXTRICABLE VIDE JURIDIQUE.

SOUDAN

“C’était plus loin que le bout du monde.

Le Soudan est le plus vaste pays d’Afrique. Il est également le théâtre de la plus longue guerre civile de tout le continent. Le conflit qui oppose depuis près d’un demi-siècle le nord majoritairement musulman et le sud plutôt animiste et chrétien aurait fait quelque deux millions de morts, au moins 4 millions de déplacés et 500 000 réfugiés. Paradoxalement, le Soudan a accueilli des centaines de milliers d’étrangers chassés par les guerres qui sévissaient chez ses voisins. En 2004, cette terre de déserts et de savanes immenses offre une image contrastée. A l’ouest, les combats ont repris, et des centaines de milliers de civils ont pris la fuite en direction du pays le plus proche, le Tchad. Ailleurs au Soudan la paix est en vue, et le HCR ainsi que d’autres organisations humanitaires se préparent en prévision d’un retour massif des réfugiés dans les zones les plus sûres. Mais comme le montrent les récits qui suivent, les perspectives d’avenir des rapatriés peuvent être radicalement différentes, et la joie des retrouvailles est parfois ternie par des difficultés imprévues.

Pour certains réfugiés soudanais, le cauchemar touche peut-être à sa fin. Pour d’autres, il ne fait que commencer.



DU RETOUR

Mais on y est allés, à pied...”



👉 L'agonie

Des décennies de guerre et de sécheresse ont plongé le pays dans la misère et la détresse : des exilés soudanais reçoivent les rudiments d'une formation pratique en attendant impatiemment le jour du grand retour.



UNHCR/P.KESSLER/CS/KEN*1995



UNHCR/B.PRESS/CS/KEN*1999

UN VIEILLARD EN LARMES SERRE SON FILS DANS SES BRAS DÉCHARNÉS. ILS NE S'ÉTAIENT PAS REVUS DEPUIS DES ANNÉES

PAR EMILIE WAX

Le destin l'a donc ramené ici, au-delà des plaines semi-désertiques du Soudan, loin, très loin de l'animation des rues de Nairobi. Il n'a apporté avec lui que le strict nécessaire : le souvenir flou du visage de sa mère, quelques paires de jeans et deux cassettes de musique hip hop.

Le voyage a été éprouvant. L'eau était rare et la nourriture encore plus. Il a fait du stop. Il est resté agrippé pendant des heures à l'arrière de camions brinquebalants. Il a crapahuté dans d'interminables étendues de broussailles, au milieu des mines terrestres tapies comme des insectes meurtriers, prêtes à frapper, à blesser, à tuer.

Et c'est ainsi que le mois dernier, au terme d'un périple de quatre jours et après 14 ans d'absence, James Badradin, 24 ans, est revenu chez lui dans les monts Nouba, au cœur du Soudan.

Il a redécouvert avec éblouissement la douce ondulation des collines couvertes de savane dorée. Mais il a vite dû déchanter. Sa mère était introuvable. Il n'y avait pas de travail. La terre était ingrate, caillouteuse, accidentée, impossible à cultiver pour un citoyen comme lui. Et il en avait assez des moustiques, des mouches, de la chaleur infernale et de l'absence d'électricité.

Il était en âge de se marier, mais pas question de courtiser une fille. Du moins sans passer par le père, qui pouvait alors autoriser une rencontre autour d'un verre de thé un jour de marché, "mais avec un chaperon", précise-t-il en levant les yeux

au ciel d'un air incrédule.

Quelque 150 000 personnes auraient déjà regagné le pays nouba, et l'avenir du Soudan se dessine en filigrane dans les petites victoires et les déconvenues de James Badradin et de ceux qui, comme lui, sont rentrés chez eux.

Pour certains, le voyage du retour est parfois aussi éprouvant que celui de l'exode. Les enjeux économiques, religieux et culturels de la guerre transparaissent dans les récits de ceux qui tentent de reprendre leurs marques dans un monde qu'ils semblent ne plus reconnaître.

James Badradin est de ceux-là. Debout à un angle de la place du marché, il montre d'un geste les femmes qui puisent de l'eau dans un maigre ruisseau boueux, un chameau trottant à côté d'une chèvre, un cabri endormi sur les genoux d'un vieil ivrogne. "Quelle différence avec Nairobi...", murmure-t-il. Il avoue que, quelques jours après son retour, submergé par le désespoir, il s'est assis dans l'herbe et s'est mis à pleurer. Il était chez lui, soit. Mais son chez-lui était méconnaissable.

Deux cultures

Derrière la guerre du Soudan, il y a l'histoire d'un pays partagé entre deux cultures et à la croisée de deux mondes, l'Afrique noire sub-saharienne et l'Afrique du Nord arabe.

Le Sud-Soudan est une zone de plaine et de brousse. C'est le pays des Nuer et des Dinkas, grands, sveltes, à la peau d'un noir profond et presque bleuté. Le nord du Soudan est une région

SA MÈRE ÉTAIT INTROUVABLE. IL N'Y AVAIT PAS DE TRAVAIL. LA TERRE ÉTAIT INGRATE, CAILLOUTEUSE,



©MAGNUM/S.SALGADO



UNHCR/L.TAYLOR/CS/KEN+1995

désertique. A Khartoum, le gouvernement est dominé par l'élite arabe, en général claire de peau, et applique des politiques qui ont transformé les Soudanais du sud en citoyens de seconde classe.

Hormis un répit d'une dizaine d'années, le Soudan est peu ou prou en guerre depuis 1956, l'année de l'indépendance. Les troubles actuels ont débuté en 1983 avec la naissance de l'Armée de libération populaire soudanaise (SPLA) créée par des militants du sud hostiles au gouvernement de Khartoum et à l'imposition de la loi coranique. Ces deux décennies de conflit auraient fait deux millions de morts (beaucoup ont succombé à la famine ou à la maladie). L'armée régulière a bombardé des cibles civiles dans le centre et le sud du pays. Des soldats des deux camps ont été accusés de viols et de pillages. La SPLA tenait une bonne partie du Sud-Soudan, le gouvernement gardait le contrôle des principales villes ; le pays nouba, zone tampon entre le nord et le sud, était pris en étau et ses habitants en otage.

Tenir tête

James Badradin n'était pas rentré depuis dix jours que déjà on lui avait présenté quatre promesses potentielles. "Arrête de vouloir me marier !" répétait-il à son père. Ses jeans siglés et sa musique, qui plaisaient tant aux filles de Nairobi, ne faisaient d'ailleurs aucun effet ici. L'autre problème, c'est qu'aucune de ses fiancées éventuelles ne savait lire ou écrire. Il s'est même disputé avec son père à ce sujet. "Je lui ai dit : non et non, je ne peux pas épouser quelqu'un d'illettré, raconte-t-il en soupirant. Mais il m'a répondu que j'avais besoin d'une femme pour aller chercher de l'eau. Eh oui, il n'y a pas l'eau courante ici. J'avais oublié..."

James Badradin est grand, mince et musclé. Il parle parfaitement l'anglais, et quand il se promène au marché de la petite ville de Kauda, à 600 kilomètres environ au sud de Khartoum, il ne passe pas inaperçu au milieu de la foule en haillons et des têtes hirsutes. Tout le monde le dévisage. "Je suppose qu'ils n'ont jamais vu

les feuilletons américains à la télé", plaisante-t-il.

Sa première rencontre avec le monde extérieur s'est produite dans des circonstances dont il n'aime pas parler : la guerre. A 10 ans, il a été recruté par la SPLA. "Ma mère a pleuré, se souvient-il. Nous étions si proches. Et maintenant je suis ici, et elle à Khartoum. Je me vois mal retourner là-haut, moi un ancien rebelle. De toute manière, elle ne me reconnaîtrait pas."

Il n'était pas vraiment enchanté d'être soldat. "J'aime les mots. J'aime parler, explique-t-il. Je serais avocat si je pouvais. Tenir un fusil, ce n'est pas mon truc."

Mais comme il était discipliné et méritant, il a été envoyé quelques années plus tard en Ouganda pour y faire sa scolarité. Puis un jour un Français rencontré à Kampala propose de financer ses études. "On te dit d'aller te battre dans la brousse. Tu ne peux pas refuser n'est-ce pas ? Quelqu'un d'autre te dit qu'il va payer tes études. Tu ne vas pas refuser non plus !" lâche-t-il avec un sourire.

Ses brillants résultats lui valent une bourse de l'université de Nairobi. Il termine ses études de premier cycle à la faculté des lettres et sciences humaines, tout en faisant des petits boulots dans des discothèques. Peu après, il apprend qu'un cessez-le-feu a été décrété en pays nouba. Il décide donc de rentrer chez son père.

Aujourd'hui, il s'interroge. Il avoue avoir eu un choc en découvrant que chez les Badradin on dormait avec les bêtes – chèvres, chiens et poulets. Plusieurs ONG humanitaires ont envisagé de le recruter comme interprète. "Je serai de l'autre côté de la barrière, dit-il en baissant les yeux. Etrange, non ?"

Privé de terre

Saed Doaa, 39 ans, profite de sa visite à la mosquée de son quartier pour se plaindre que ses coreligionnaires lui ont pris ses terres et sa maison.

"Pourquoi est-ce que je suis rentré à Kauda ? explique-t-il à

ACCIDENTÉE. ET IL EN AVAIT ASSEZ DES MOUSTIQUES, DES MOUCHES ET DE LA CHALEUR INFERNALE.

Les dernières victimes Réfugiés soudanais au Tchad.



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004

l'imam. Ces gens-là ne sont pas des vrais musulmans. Ils m'ont tout pris." A son retour en pays nouba, il a constaté que son verger niché au milieu des collines fertiles avait été exproprié par l'Etat.

Comme tant d'autres Soudanais, il avait fui son pays il y a 15 ans en direction de l'Ethiopie. "C'était plus loin que le bout du monde. Mais on y est allés, et à pied...", raconte-t-il. Il s'est donc retrouvé en situation de réfugié en Ethiopie, où il a survécu en mendiant et en travaillant comme laveur de planchers.

Aujourd'hui, il n'a plus rien à lui, plus de terre à cultiver. "Et maintenant qu'est-ce que je fais ? Et comment est-ce que je les nourris ?" dit-il en désignant ses neuf enfants qui l'attendent sagement devant sa hutte en torchis. En pays nouba, perdre sa terre c'est comme être mis à la porte par son patron.

Mais son cas n'est pas isolé, loin de là. Le gouvernement a exproprié 60% des terres arables de la région pour créer des fermes d'Etat mécanisées. Le pays nouba est le grenier du Soudan. Le gouverneur de la province, Abulaziz Adam Alhilu, admet volontiers que la réaffectation des terres pose un problème majeur. "Il faut des garanties et de la détermination pour régler les problèmes, faute de quoi la guerre risque de se rallumer", prévient-il.

Saed Doaa a construit sa hutte sur le terrain d'un ami. C'est là qu'il est installé avec femme et enfants. "J'avais mon propre verger, dit-il, et maintenant je ne suis plus rien."

Le père et le fils

Par un après-midi suffocant de chaleur, un vieillard en larmes serre un grand gaillard dans ses bras décharnés. Obala Omar n'avait pas revu son fils Anthor depuis des années. Le soir, c'est la fête autour d'un grand méchoui de bouc. Le fils remercie le ciel que son père ait survécu à la guerre, aux bombardements des hôpitaux et des écoles et aux raids des marchands d'esclaves. Le père s'émerveille de la bonne mine de son fils, qui raconte gaïement sa vie de tailleur à Nairobi.

Mais l'atmosphère se crispe quand le père sort le traditionnel bière de sorgho appelée *marissa*. Il en verse une bonne rasade dans un bol en terre cuite, mais Anthor refuse d'y toucher : comme tant d'autres habitants du Sud-Soudan, il s'est converti à l'islam sous la pression d'autres convertis appuyés par le gouver-

nement. Son père est resté chrétien.

"Pourquoi nous as-tu quittés ?" dit le vieillard en fondant de nouveau en larmes. "Et qui es-tu maintenant ?"

Anthor Omar, 35 ans, essaie d'expliquer pourquoi il est parti en 1989, en pleine guerre, dans l'espoir de trouver ailleurs une vie meilleure. Les bombes pleuvaient. Les soldats du nord arrivaient. Et, dit-il, la campagne d'épuration ethnique avait commencé.

Obala Omar aurait pu partir lui aussi. "Mais il ne voulait pas, raconte Anthor. Il vit nu comme un ver. Comme tous les hommes de sa génération, il n'a jamais connu la chemise ou le pantalon. Et moi je suis tailleur ! Comme le monde change !"

La question de la religion reviendra sur le tapis dès le lendemain. Anthor a vécu dans l'un des nombreux camps de réfugiés de Khartoum, où l'on était fortement incité à se convertir à l'islam. Et il s'est laissé convaincre. "Ce n'est pas une mauvaise religion, plaide-t-il, elle dit beaucoup de choses justes." "Mais il y a la charia, et nous on n'aime pas cela", réplique son père. "Allons, ce n'est pas si mal !" répond-il en riant.

Anthor Omar songeait depuis longtemps à retourner en pays nouba, mais les années passaient et il avait sa vie, là-haut dans la capitale. Il y a huit ans, son père a fait le voyage jusqu'à Khartoum pour essayer de le ramener à la maison. A l'époque, il a refusé. Puis il s'est décidé et a pris la route avec femmes et enfants. Le trajet en camion a pris une semaine.

Sa plus jeune épouse, Harfa Abdrham, essaie de se mettre à l'agriculture, et il tente lui aussi de s'adapter. Sa machine à coudre est installée sous un auvent de paille de sorgho, à deux pas d'un troupeau de chèvres.

Il y a quelques jours, son père l'a invité à trinquer avec lui. "Tu as épousé une chrétienne et une musulmane. Nous pouvons tous être amis", lui a-t-il lancé. Anthor a trempé ses lèvres dans le bol de *marissa*. "Dieu m'est témoin, j'ai juste pris une toute petite gorgée !" s'est-il exclamé en claquant la langue.

Et les deux hommes ont éclaté de rire et sont tombés dans les bras l'un de l'autre.

EMILY WAX est journaliste au Washington Post, où cet article a été publié pour la première fois.

QUELQUES JOURS APRÈS SON RETOUR, IL S'EST LAISSÉ TOMBER DANS L'HERBE ET S'EST MIS



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD+2004

“LÀ BAS, JE SUIS CHEZ MOI. ICI, JE NE SUIS QU’UNE ÉTRANGÈRE AVEC UN ARBRE POUR TOUT ABRI”

PAR KITTY MCKINSEY

Un soleil de plomb. Des tourbillons de poussière charriés par un vent implacable et incessant. Deux chèvres broutant de maigres buissons. Une carcasse de chameau à moitié enfouie dans le sable, lambeaux de peau desséchée tendus sur un squelette aux os blanchis. Un cheval roux attaché à un arbre. Son dos porte encore l’empreinte d’une selle, seul signe d’une éventuelle présence humaine dans ce lieu hostile et désolé.

Le même paysage aride s’étend sur des centaines de kilomètres, jusqu’aux confins du Tchad oriental et dans l’ouest du Soudan. Mais pour Fatime Adam, jeune réfugiée de 14 ans récemment arrivée, tout y est tellement différent de son village natal d’Habila, pourtant situé à neuf kilomètres à peine de l’autre côté de la frontière entre le Tchad et le Soudan.

“C’est au Soudan, que je suis née, pas ici”, confie-t-elle en tortillant entre ses doigts les franges de son foulard défraîchi. “Là-bas j’étais chez moi. Ici je ne suis qu’une étrangère qui n’a qu’un arbre pour tout abri. C’est un autre monde. Même les arbres ne sont pas pareils. Ce n’est pas ma terre.”

Fatime fait partie des quelque 110 000 réfugiés chassés par l’escalade du conflit du Darfour, dans l’ouest du Soudan. Elle dort dehors à même le sol, serrée en grappe compacte contre ses trois sœurs, ses trois frères et ses parents pour se protéger un peu du froid dans cette contrée où il fait facilement 35 degrés dans la journée, mais où les températures nocturnes ne dépassent guère 5 degrés.

L’endroit où elle a pour ainsi dire “atterri” n’est même pas indiqué sur la carte du Tchad. D’ailleurs, il n’y avait pas âme qui vive avant l’arrivée des premiers réfugiés du Darfour, à la mi-

janvier. D’ailleurs, personne ne vivait ici, avant l’arrivée des premiers réfugiés du Darfour.

Mais dans un pays où, comme l’explique un Tchadien, chaque montagne, chaque dune, chaque *wadi* (lit d’un fleuve asséché) a un nom, on a baptisé Kourbiléké ce bout de terre ingrat parsemé d’épineux et d’arbres couleur de cendre, distant de quelque sept kilomètres de la frontière soudanaise.

Une maison de branches

Le nouveau ‘toit’ de Fatime est en réalité un arbre entouré d’une clôture d’épineux censée offrir un semblant de protection contre les morsures du vent. Vêtements et marmites sont accrochés aux branches. Les possessions qu’une dizaine de familles de réfugiés ont pu emporter dans leur fuite sont entassées dans cet espace circulaire – deux lits en métal, une pile de tapis, une petite table en bois, et les précieux jerricans pour transporter l’eau. Elles ne suffiraient pas à meubler un petit studio en Europe ou en Amérique du Nord.

Comme n’importe quelle adolescente de 14 ans, Fatime regrette de n’avoir pas pu emporter ses robes et ses chaussures à Habila. Son seul vêtement est celui qu’elle porte sur elle. “L’eau est un peu loin”, dit-elle simplement, alors qu’il lui faut 12 heures pour arriver jusqu’au puits, remplir les jerricans, les charger sur les deux ânes de la famille et revenir, corvée à renouveler tous les deux jours. L’eau est si rare que les réfugiés n’ont pu se laver depuis douze jours. Et la nourriture commence sérieusement à manquer.

“Nous avons tenu 48 heures avec les provisions que nous avons apportées, mais maintenant nous n’avons plus rien à manger”, confie une autre réfugiée, Samira Hassan Saleh. A force de dormir dehors, ses quatre enfants ont pris froid et sont enrhumés

À PLEURER. IL ÉTAIT CHEZ LUI. MAIS L’ENDROIT ÉTAIT MÉCONNAISSABLE.

☞ Au cœur du Tchad

Un quotidien éprouvant dans l'une des régions les plus inhospitalières au monde.



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD•2004

et fiévreux. La jeune femme égrène sa liste rêvée de produits de première nécessité, “des vêtements chauds, du sucre, du savon, des matelas et des couvertures, des nattes, des jerricans...”

Une urgence invisible

Pour le HCR, la crise humanitaire du Tchad oriental est “une urgence invisible”. Il faut arriver à imaginer une zone frontalière longue de 600 km située à trois jours des mauvaises pistes de N'Djamena, la capitale, où le temps semble s'être arrêté. Des cavaliers enturbannés, armés de lances galopent à travers le désert. Les rares automobiles qui s'aventurent sur la route – en réalité de simples sillons dans le sable – croisent des dizaines de chameaux. C'est dans ce lieu oublié de tous que sont arrivés ces réfugiés soudanais.

Paradoxalement, le conflit du Darfour s'est embrasé au moment même où les rebelles du Sud-Soudan et le gouvernement soudanais semblaient sur le point de faire la paix (*voir reportage précédent*).

Mais contrairement à d'autres crises humanitaires, notamment au Rwanda en 1994 ou au Kosovo en 1999, les réfugiés du Darfour ne sont pas concentrés en groupes suffisamment massifs et impressionnants pour intéresser les médias internationaux. Les réfugiés en ont pleinement conscience. “Personne n'a entendu parler de nous parce qu'aucun journaliste n'a mis les pieds au Darfour ni ici au Tchad”, résume Mohamed Hissin Ali, 33 ans, naguère instituteur à Habila.

De plus, les réfugiés sont très éparpillés et leurs abris de branches se fondent si bien dans le paysage que les humanitaires peuvent aisément passer à quelques mètres sans les remarquer – d'où la difficulté à organiser les enregistrements et le transport dans des camps d'hébergement adéquats.

Le Tchad, l'un des pays les plus pauvres de la planète, est d'ailleurs une improbable terre d'accueil. Ce territoire grand

comme deux fois la France compte moins de neuf millions d'habitants, et le revenu annuel moyen n'y dépasse pas 200 dollars. Il y a un an, le pays a ouvert ses portes aux populations chassées par le coup d'Etat perpétré en République centrafricaine. Les réfugiés du Darfour ont commencé à affluer en mars 2003.

Quid de l'aide humanitaire ?

Ces vagues successives imposent un lourd fardeau au gouvernement tchadien, qui a demandé en février des “aides substantielles pour atténuer les souffrances des réfugiés soudanais”. Le HCR connaît lui aussi des difficultés. En septembre 2003, il a lancé un appel à contributions pour recueillir 10,3 millions de dollars. Cinq mois plus tard, aucun donateur ne s'était encore manifesté.

Malgré ce revers, l'équipe d'urgence du HCR est arrivée au Tchad oriental début janvier. “En moins d'un mois, nous avons enregistré une partie des réfugiés, distribué de la nourriture et des couvertures, repéré trois sites (pour éloigner les camps de la frontière) et commencé l'opération de transport jusqu'aux camps d'hébergement”, explique Yvan Sturm, responsable des situations d'urgence au HCR à Abéché, la principale localité du Tchad oriental.

Les réfugiés sont les premiers étonnés de ce qui leur arrive. “Moi, réfugié ? Je ne l'aurais jamais cru”, soupire Salim Ahmed, 47 ans, père de cinq enfants et ancien enseignant dans le secondaire, aujourd'hui secrétaire du comité des réfugiés de Tiné, la ville frontière posée à cheval sur les deux pays. “Je voyais les réfugiés à la télé et je trouvais ça triste. Maintenant je suis devenu comme eux.”

L'hospitalité locale a pallié les déficiences de l'aide internationale. La plupart des réfugiés appartiennent à l'ethnie zaghawa, présente de part et d'autre de la frontière entre le Tchad et le Soudan. “Le Tchad nous a accueillis parce que nous sommes des

“JE VOYAIS LES RÉFUGIÉS À LA TÉLÉ ET JE TROUVAIS ÇA TRISTE.”



UNHCR/H.CAUX/DP/TCD*2004

voisins et des frères”, résume Hissin Ali.

“Quand les premiers réfugiés sont arrivés, les habitants ont organisé des collectes alimentaires et des commerçants ont donné des couvertures” explique Barout Margui Sawa, fonctionnaire local chargé d’aider les réfugiés de Tiné. “Mais le flux ne cesse de grossir et les gens sont débordés. Ils ne peuvent pas continuer à nourrir tout ce monde. Les habitants ont donné tout ce qu’ils avaient, confirme Salim Ahmed, et ils sont maintenant dans la même galère que les réfugiés.”

Le peuplé secteur tchadien de Tiné abrite aujourd’hui quelque 35 000 réfugiés. Le bombardement apparemment accidentel du camp d’hébergement de Red Hill – bilan trois morts et des dizaines de blessés – a poussé le HCR à accélérer la réimplantation des camps à bonne distance de la frontière.

En quête de sécurité

Les réfugiés eux-mêmes n’ont qu’un désir : s’éloigner le plus vite possible de cette zone dangereuse, pilonnée sans relâche jusqu’à la fin janvier, date à laquelle le gouvernement de Khartoum a déclaré avoir repris le contrôle du secteur soudanais de Tiné, devenu entre-temps une ville fantôme aux rues vides bordées de bâtiments en briques de terre séchée.

“J’ai mal aux os à force de dormir par terre, et j’ai hâte d’aller dans un camp du HCR, se plaint la grand-mère Khadidje Adam. Et les milices arabes risquent de venir nous harceler jusqu’ici, où nous n’avons aucun moyen de nous défendre.”

Les réfugiés décrivent les combats du Darfour comme étant des attaques par des milices arabes qui, selon eux, font la chasse aux Africains soudanais, avec l’appui des autorités de Khartoum. Le gouvernement soudanais déclare vouloir lutter contre les rebelles qui ont pris les armes en mars 2003 pour protester contre la discrimination économique exercée selon eux à l’encontre de la région. N’étant pas sur place dans le

Darfour, le HCR n’est pas en mesure de vérifier ce qui se passe sur le terrain.

Les témoignages des réfugiés font toutefois apparaître un scénario récurrent – d’abord un raid aérien avec des Antonov, puis l’offensive d’éléments armés appuyés par des chars et des cavaliers, l’incendie des habitations et le vol du bétail.

Abdelkerim Abakar Anou, 37 ans, chef coutumier d’Habila, estime que ces incursions ont chassé les 1750 habitants de son village. “L’idée, c’est de brûler les maisons et de tout voler pour obliger les gens à partir. Il s’agit de chasser les Noirs et d’installer des Arabes à leur place.”

Baucoup de réfugiés ne comprennent pas ce qui leur est arrivé et ont vu avec stupeur les Antonov tourner dans le ciel et, disent-ils, prendre pour cible des civils innocents. Brahim Daoud Djimet, 36 ans, a été blessé par des éclats d’obus. Il est soigné par l’équipe locale de Médecins Sans Frontières dont la tente, installée dans le secteur tchadien de Tiné, ne désemplit pas. “Nous, on ne s’occupe que de nos troupeaux”, proteste-t-il. Les rebelles ne sont pas dans les villages mais dans le maquis. Alors, s’ils cherchent des rebelles, pourquoi est-ce qu’ils bombardent les villages ?”

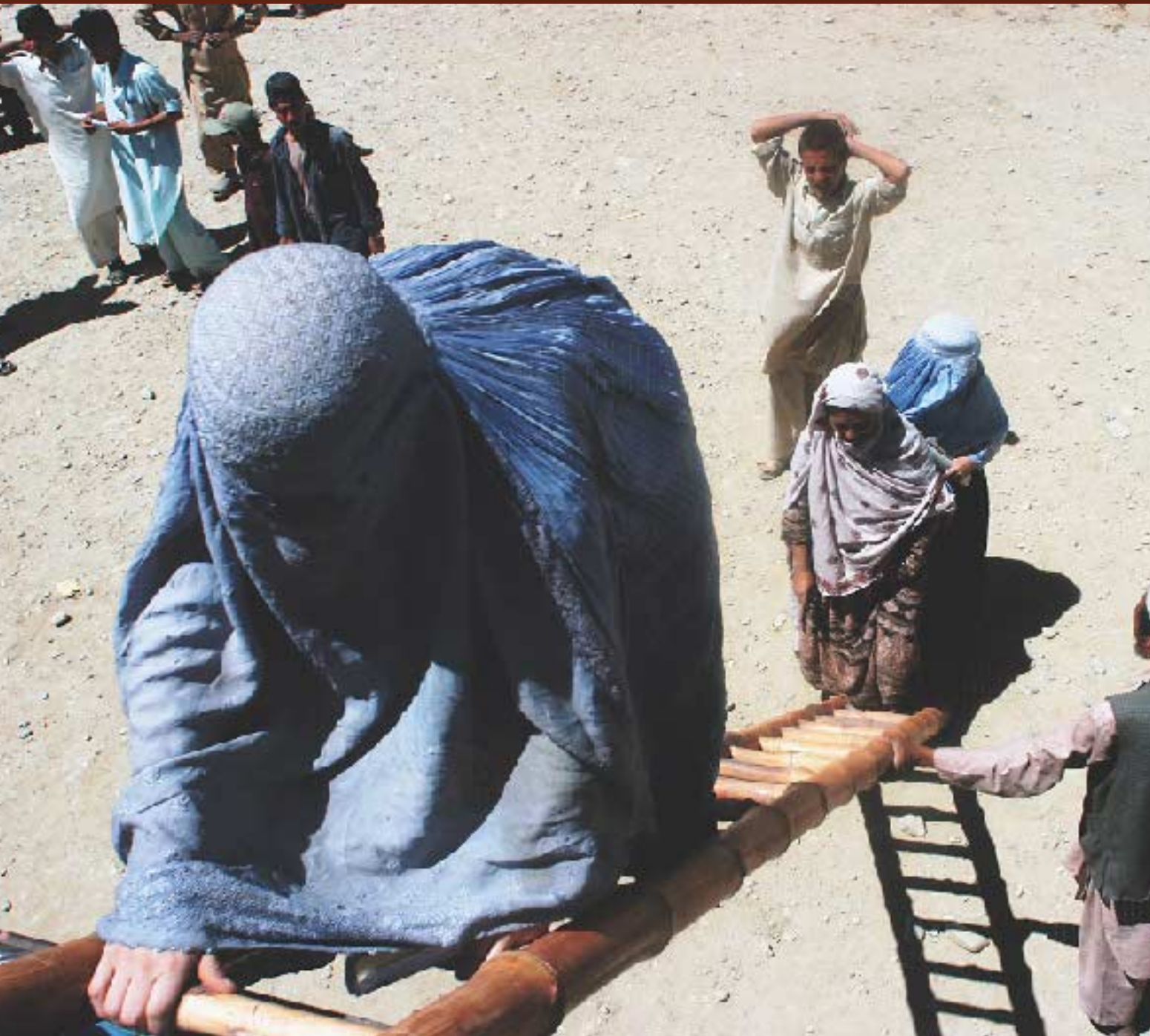
Ambakan Khatir Saïd, arrivée la nuit même du Soudan, admet volontiers que ses quatre fils étaient du côté des rebelles. “Cela m’arrache le cœur de devoir quitter mon village”, dit-elle. Mais elle n’avait pas le choix : deux de ses fils ont été tués, le troisième a été fait prisonnier, sa maison a été incendiée et elle a perdu tous ses biens. La voilà donc, fouetté par un vent violent, dans le wadi qui sépare les deux secteurs de Tiné, à côté de son baluchon posé sur le sable jonché d’excréments de chameaux, d’ânes et de chèvres. Elle n’est qu’à quelques mètres de la frontière, mais au moins elle est au Tchad. “Je recherche la sécurité, dit-elle simplement. Ici on vit en paix, et ça, c’est le plus important.” ■

MAINTENANT JE SUIS DEvenu COMME EUX.”

LE CHEMIN

UNE JOURNÉE DE

“J’ai enfin deux jambes, et peut-être un nouvel avenir”



DU RETOUR GAGNÉE



PHOTOS DE ZALMAÏ

De l'exil au retour : l'odyssée d'une famille afghane.

PAR RAY WILKINSON

La journée au cours de laquelle le destin de Ali Mohammed a soudain basculé avait commencé comme bien d'autres journées. C'était par une de ces belles matinées fraîches et limpides qui rendent la vie si douce dans les hautes terres d'Afghanistan. Le soleil éclairait déjà le dédale serré des rues bordées de maisons en torchis. Juché sur sa bicyclette, Ali Mohammed roulait lentement pour éviter les monceaux d'ordures et les égouts à ciel ouvert qui couraient au milieu de la chaussée. Les ouvriers se mettaient au travail. Les boulangers, marchands de fruits et légumes, artisans et bricoleurs, ouvraient leur commerce.

Ali voulait arriver assez tôt au centre-ville, pour y trouver à bon prix un petit lot de jouets, des boîtes de conserve ou quelques articles ménagers qu'il revendrait à même le trottoir avec un minuscule bénéfice. Il aimait son métier de vendeur des rues et se sentait chez lui dans ce quartier populaire et toujours animé des faubourgs de Kaboul. Ce matin-là il avait le cœur léger.

Pourtant, que l'existence était dure en ce début des années 90 ! Mais par une journée comme celle-ci elle pouvait aussi être formidable, raconte-t-il aujourd'hui.

En effet, des meurtres politiques en série, des années de guerre civile et l'intervention militaire de l'Union soviétique avaient dévasté le pays. Des millions d'Afghans s'étaient réfugiés à l'étranger dans les années qui avaient suivi l'invasion de l'Armée rouge en 1979. Une guerre d'embuscade et de maquis s'était organisée dans les régions montagneuses. Des quartiers entiers de la capitale étaient en ruines et les lignes de front ne cessaient de se rapprocher. Mais les civils restés sur place essayaient de "faire avec".

**L'exil est
terminé...
le rêve du
retour est
enfin
devenu
réalité.**



Le départ

Prendre place à bord de l'autocar; apprendre à éviter les mines terrestres; identification électronique de l'iris à la frontière.



C'était le cas d'Ali Mohammed, par cette belle matinée. Sauf que, quelques instants plus tard, il se débattait entre la vie et la mort sur un lit d'hôpital.

Un obus venu de nulle part était tombé tout près de lui. Le souffle de la déflagration l'avait projeté à plusieurs mètres de distance. Des passants l'avaient transporté, inconscient et criblé d'éclats de métal, jusqu'à l'hôpital de la Croix-Rouge le plus proche.

"Quand j'ai repris connaissance, les médecins m'ont annoncé qu'il fallait me couper la jambe immédiatement, raconte-t-il. Je ne voulais pas qu'on m'ampute. Mais ils ont dit que c'était la seule solution et ils ont coupé juste au-dessus de la cheville." Deux mois plus tard, la gangrène nécessitait une nouvelle amputation au-dessus du genou. L'autre jambe était très abîmée et le blessé avait l'estomac perforé. "J'ai quitté l'hôpital invalide et recousu de partout, mais au moins j'étais vivant", confie-t-il.

Après sa convalescence, Ali Mohammed s'exile au Pakistan. De retour à Kaboul quelques années plus tard, il est brutalisé et emprisonné sur ordre des nouveaux maîtres de l'Afghanistan : les taliban. Il repart au Pakistan, épouse la

veuve d'un compatriote et y survit au prix d'un dur labeur. Puis il y a l'intervention militaire conduite par les Etats-Unis, suivie du changement de régime à Kaboul, et l'espoir fragile d'un avenir meilleur. Finalement, Ali et sa petite famille regagnent leur pays.

Ainsi résumée, son histoire ressemble à celle des millions d'Afghans victimes d'une tragédie qui a duré un quart de siècle, avec ses drames individuels, le déchirement de l'exil, la misère, mais aussi une volonté farouche de s'en sortir à tout prix.

RÉFUGIÉS magazine a suivi Ali Mohammed et les siens, qui après des années d'hésitations douloureuses, a finalement décidé de rentrer à Kaboul l'année dernière. Le récit et le reportage photographique qui suivent rendent hommage à leur dignité et à leur courage face aux difficultés qu'ils affrontent jour après jour.

Les taliban arrivent

En ce début des années 90, donc, précédés par leur réputation, les taliban font beaucoup parler d'eux à Kaboul. On les dit tyranniques, intolérants, sectaires, impitoyables envers leurs opposants. La rumeur de leur arrivée imminente se propage

LE SOUFFLE DE LA DÉFLAGRATION L'AVAIT PROJETÉ À PLUSIEURS MÈTRES DE DISTANCE,



comme une traînée de poudre et inquiète les habitants de Qala-e-Shada, le quartier d'Ali Mohammed. "Tout le monde avait peur d'eux, se souvient-il. Ils avaient la réputation de massacrer à tour de bras". En outre, trouver du travail et de l'argent devient de plus en plus difficile pour ce jeune musulman chiïte de l'ethnie hazara. Il décide donc de se réfugier au Pakistan avec sa mère et ses trois frères. Quelques années plus tôt, au plus fort de l'exode, quelque 6,2 millions d'Afghans avaient déjà pris le chemin de l'exil, et beaucoup s'étaient installés au Pakistan ou en Iran. Le flux et le reflux des réfugiés avait ensuite suivi les vicissitudes de la guerre, avec des retours au pays pendant les accalmies, suivis de nouveaux exodes quelques mois ou quelques années plus tard.

Ali Mohammed s'installe donc à Peshawar. Il est désormais ce qu'on appelle un réfugié urbain, tandis que plusieurs de ses compatriotes échouent dans l'un ou l'autre des camps qui ont poussé par centaines à travers la région.

Il trouve un travail d'apprenti dans un atelier de tapis qui employait déjà une quarantaine de ses compatriotes. Mais il a le mal du pays. Aussi prend-il une grande décision : taliban ou pas taliban, il rentre à Kaboul. Erreur fatale, qui lui coûtera

presque la vie.

Parce qu'il est jeune et handicapé, il est naturellement considéré comme suspect par les autorités qui sont extrêmement méfiantes. Ne trouvant pas de travail, son ancien quartier ayant été déserté, il ne tarde pas à être arrêté. Il y a d'abord l'interrogatoire : "Tu as perdu ta jambe comment ?" "Tu te battais pour qui ?" "Comment s'appelait ton chef ?" Puis les violences : un policier assis sur son moignon, pendant que l'autre lui assène des coups de barre de fer sur la plante du pied (sa jambe est restée enflée et sa cheville porte encore la marque de l'anneau en fer qui l'emprisonnait). Et enfin le chantage : "Ou bien tu avoues, ou bien on te tue." Trois jours plus tard, il est néanmoins relâché contre un pot de vin d'un montant équivalent à 60 dollars.

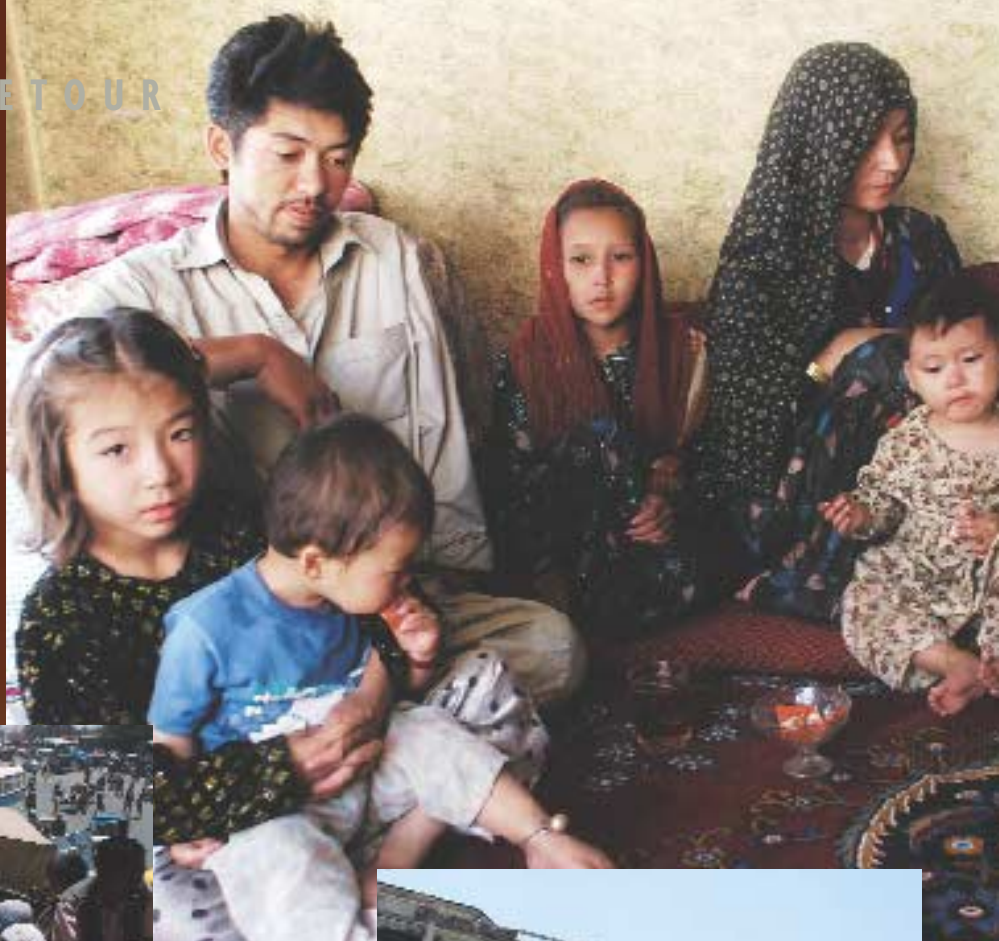
Il est encore arrêté deux fois et de nouveau soumis à des pressions. "Je leur ai dit que je n'avais rien. En fait, j'étais tellement pauvre que je mangeais leur propre nourriture alors qu'ils me réclamaient de l'argent !"

Quand on le relâche pour la troisième fois, il se rend tout droit chez un parent, emprunte un peu d'argent et saute dans le premier autocar en partance pour le Pakistan. "J'ai bien cru

SON CORPS CRIBLÉ D'ÉCLATS DE MÉTAL.

👉 L'arrivée

Premier aperçu de Kaboul; retrouvailles familiales; retour à la vie active.



que cette fois ils allaient me tuer ou me jeter au fond d'un cachot. Je ne suis même pas repassé chez moi chercher mes affaires. J'ai filé immédiatement." Il était redevenu un réfugié, mais il était en vie.

Peu de débouchés

A 24 ans, invalide et peu instruit, sans travail et sans avenir, Ali Mohammed a peu de chance de trouver une épouse. A Kaboul, Majan, 28 ans, se demande elle aussi ce qu'elle va devenir. Un obus soviétique est tombé sur sa maison, tuant son mari. Veuve et enceinte de sa fille Sabara, elle a été recueillie par son beau-père, chez qui elle mène depuis quelques années ce qu'elle appelle "une vie de silence et de renoncement".

Un jour, la mère d'Ali Mohammed vient demander la main de Majan en proposant pour époux son fils, lui aussi éprouvé par la vie. "Quand elle a parlé d'un mariage arrangé, j'ai trouvé que c'était une chance inespérée", raconte-t-elle aujourd'hui, assise dans son petit logement à côté de son mari.

On ne lui a pas dit que son promis n'avait qu'une jambe. "J'ai fini par l'apprendre, explique-t-elle, mais est-ce que j'avais le choix ? Alors j'ai dit oui. Pendant le voyage jusqu'à Peshawar

je me suis quand même posée des tas de questions. Il était comment, cet homme ? Est-ce qu'il pourrait nous nourrir, ma fille et moi ? Est-ce que j'allais supporter la vie à l'étranger ? Est-ce que je voulais vraiment épouser un invalide ? Mais je savais au fond que j'étais dans l'impasse. Ce mariage, c'était la seule solution."

L'exil est une rude épreuve pour les réfugiés, surtout s'il s'éternise. Mais il offre parfois de modestes consolations. A

LEUR NOUVEAU LOGEMENT FAIT À PEINE 4 MÈTRES CARRÉS. IL N'A PAS L'EAU COURANTE, PAS DE TOILETTES,



Peshawar, Ali Mohammed, Majan et la petite Sabara vivent dans quatre mètres carrés, mais ils ont une petite cuisine... et l'électricité. "Ah, l'électricité ! s'exclame Majan. J'en rêvais depuis l'Afghanistan ! On regardait la télévision et on écoutait de la musique (l'une et l'autre interdites par les taliban). La vie était dure, mais on n'avait pas peur. On était en paix."

Ils travaillent tous les jours de cinq heures du matin à neuf heures du soir à la fabrication des tapis qui leur assurent un maigre revenu. La petite Rahima naît trois ans plus tard.

Puis il y a eu les attaques terroristes sur New York et Washington, l'intervention militaire en Afghanistan sous commandement américain, la chute des taliban et l'investiture d'une nouvelle administration intérimaire à Kaboul, qui ont considérablement changé la situation. Plus de deux millions d'Afghans sont rentrés chez eux en 2002, mais d'autres réfugiés, dont Ali Mohammed, ont été plus hésitants. "Je n'arrivais pas à me décider. Même si mes frères étaient partis, ce n'était pas si mal au Pakistan. On avait de quoi manger, un peu d'argent à dépenser. Est-ce que j'aurais du travail à Kaboul ? Est-ce que nous n'allions pas mourir de faim ?"

Pas d'autre choix

En fin de compte, c'est la vie qui décide pour lui. "Tout le monde partait. Mes frères, nos voisins. Et même le commerçant qui nous achetait nos tapis. On a bien été obligés de suivre..."

Une fois sa décision prise, le jeune couple fait les démarches nécessaires pour s'enregistrer auprès du HCR. Majan, qui ne sortait de chez elle que couverte de la tête aux pieds de sa burqa – elle la porte encore dans le 'nouvel' Afghanistan – s'est un peu inquiétée quand elle a appris qu'on allait lui photographier l'iris de l'œil. Ce procédé ultramoderne utilisé depuis peu par le HCR consiste à prendre une image grossie de l'iris, à la numériser et à l'archiver en vue de comparaisons ultérieures. Il permet de détecter certains réfugiés qui tentent d'abuser du système en présentant plusieurs demandes d'aide au retour au lieu d'une.

"J'étais plutôt angoissée, avoue-t-elle. J'avais peur que la machine m'abîme les yeux. Mais ça n'a pris que quelques secondes. Et ma vue n'a pas changé."

Les futurs rapatriés reçoivent un kit familial contenant 100 kg de farine, deux bâches en plastique, des articles d'hygiène

PAS DE CUISINE, PAS DE CHAUFFAGE. ET, EN GUISE DE VITRE, QUELQUES VIEUX SACS EN PLASTIQUE.

👉 **Faire face**

Avec une seule jambe, il faut des semaines d'entraînement épuisant et douloureux pour monter sur une bicyclette.



féminine, un kilo de savon et 65 dollars, dont l'essentiel (55 dollars) sert à louer un camion, avec cinq autres familles, pour retourner à Kaboul, à une journée de Peshawar par la route.

Ali Mohammed et Majan bouclent leurs bagages en moins de deux heures. Il est vrai qu'ils ne possèdent pas grand-chose : quelques couvertures, des oreillers, une vieille valise bourrée de vêtements. Puis, avec leurs deux enfants, ils prennent place à l'arrière du camion surchargé, au milieu d'une montagne de

paquets et de valises. Quelques minutes plus tard, c'est le grand départ.

Pendant que le véhicule escalade les passes montagneuses et dévale les vallées calcinées par le soleil, les voyageurs se confient leurs soucis. Ils ont déjà versé un pot de vin d'environ 5 dollars à un fonctionnaire pakistanais et s'inquiètent pour l'avenir. "Allions-nous retrouver notre maison, nos amis ? Du travail ? Comment était la vie là-bas ?", résume Ali Mohammed.

LA FUTURE MARIÉE N'A APPRIS QU'APRÈS COUP QUE SON PROMIS N'AVAIT QU'UNE JAMBE. "MAIS EST-CE QUE J'AVAIS



L'arrivée à Kaboul, le 2 mai, est plutôt décevante. Ali Mohammed et Majan, qui n'ont pas pu prévenir leurs familles de leur arrivée, doivent passer la nuit dans un centre d'accueil du HCR à la périphérie de la ville. Mais dès le lendemain, ils s'installent dans le petit appartement du frère d'Ali Mohammed.

A l'époque des taliban, Kaboul avait sombré dans une torpeur oppressante. La vie s'était pratiquement arrêtée. Les rues



LE CHOIX ? CE MARIAGE, C'ÉTAIT UNE CHANCE INESPÉRÉE.”

👉 Une nouvelle jambe

Après avoir attendu des mois pour réunir la somme nécessaire à l'acquisition d'une paire de chaussures orthopédiques, pose d'une prothèse.



s'étaient vidées. La police religieuse était omniprésente. Mais en quelques mois, tandis que le rythme des retours s'accélérait, la capitale est devenue méconnaissable. Le brouhaha de la foule, les concerts de klaxons et les radios poussées à plein volume donnent le tournis. Les voitures, les véhicules blindés et les jeeps de la force internationale de protection sont bloqués dans des embouteillages monstrueux. Les réfugiés sont visiblement de retour. Ils semblent même occuper le moindre recoin de la ville, et jusqu'aux maisons et usines encore à moitié effondrées.

Cela n'allait pas être facile pour cette seconde vague de réfugiés, dont Ali Mohamed et sa famille, qui sont rentrés l'an dernier.

Il se met donc à la recherche d'un travail. Sautillant sur ses béquilles, il frappe à toutes les portes. Portier dans une école ? Non. Manœuvre ? Pas de place. Dans une boulangerie ? Rien non plus. Veilleur de nuit ? Trop tard.

"C'était peut-être une erreur de revenir ici", se dit-il. En fait, la situation est tellement décourageante que certains

rapatriés repartent au Pakistan. Mais Ali Mohammed persévère. Quelques mois plus tard, on lui propose de fabriquer des tapis, comme au Pakistan.

Depuis, il s'est installé avec Majan et les deux enfants dans son ancien logement des faubourgs de Kaboul, une pièce d'à peine quatre mètres carrés. D'autres familles de rapatriés occupent des espaces identiques, disposés autour d'une cour.

Une vie difficile

Il n'y a pas d'eau courante. Pas de toilettes. Pas de cuisine. Pas de chauffage. Et, bien sûr, pas d'électricité. Quant à la fenêtre, en guise de vitre, quelques vieux sacs en plastique. Le métier à tisser loué à un commerçant local occupe tout un mur.

Ali Mohammed, que ses vieilles blessures à l'estomac font beaucoup souffrir et qui ne peut rien soulever de lourd, bricole ici et là. Majan et Sabara fabriquent les tapis. Chacun leur prend deux mois de travail et rapporte l'équivalent de 100 dollars. Elles en sont au deuxième depuis leur retour.

Sabara, frêle et jolie fillette de 11 ans, se plaît à Kaboul "parce

LA DOULEUR EST INSOUTENABLE ET ALI MOHAMED A SOUVENT ENVIE DE JETER SA JAMBE ARTIFICIELLE.



les journées de travail sont moins longues”. Elle ne se plaint pas, et pourtant... De nombreuses jeunes réfugiées, naguère privées d’instruction par les taliban, ont été scolarisées au Pakistan ou en Iran avant leur retour au pays. Pas elle. “Tant que je n’aurai pas trouvé un vrai travail, nous n’avons pas les moyens de l’envoyer à l’école” dit son père. “Il faut qu’elle aide sa mère ici.”

La vie à Kaboul demeure pleine d’incertitudes. Le loyer (15 dollars) est trop lourd pour le budget familial. Majan se morfond de n’avoir ni électricité ni télévision.

Et puis il y a le plus grands de tous les problèmes : Ali Mohammed doit recevoir une jambe artificielle, mais malgré les quelques billets que lui glissent parfois des amis en visite, pendant des semaines il ne peut même pas se permettre d’acheter une paire de chaussures spéciales ou d’arrêter de travailler pendant les quelques jours nécessaires à la pose de sa prothèse. “Ma vie est comme ce cercle”, ajoute-t-il, tandis qu’il s’entraîne à pédaler sur une bicyclette avec sa jambe saine, “ça tourne et ça ne va nulle part. Souvent le matin, je pars de la maison pour chercher du travail sans savoir où aller.”

Un jour, il finit par avoir assez d’argent pour acheter dans le bazar de Kaboul la paire de chaussures dont il a besoin. On lui installe sa prothèse et il commence sa rééducation. Un exercice qui se répète sans arrêt.

Mais la douleur est insoutenable et Ali Mohamed a souvent envie de tout laisser tomber et de jeter sa jambe artificielle. Son aide-soignant l’encourage et le soutient, ayant lui-même perdu une jambe. “Non, tu dois continuer. Tu verras, ça va marcher.”

Et c’est chose faite. “J’ai enfin deux jambes, et peut-être un nouvel avenir; j’ai maintenant l’espoir de trouver un travail”, dit-il.

Ali Mohammed a trop souffert pour être un homme au bonheur facile. Il ne sourit que rarement et parle peu.

Mais même si l’avenir demeure fragile, l’optimisme ne baisse pas les bras, ce qui fait dire à Ali Mohammed, en citant un vieux proverbe : “Chaque journée bien passée est une journée de gagnée.” En d’autres termes, à chaque jour, son bonheur ou sa peine. ■

SON AIDE-SOIGNANT L’ENCOURAGE, “NON, TU DOIS CONTINUER. ÇA VA MARCHER.”